



## **INFORMATION CATASTROPHE NATURELLE**

La Commune vient d'être reconnue en état de catastrophe naturelle pour phénomène naturel :

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols,  
suivant l'arrêté référencé :

(NOR : IOME2308745A)

*publié au Journal officiel le 03 Mai 2023.*

*A compter du 03 mai 2023, les administrés sinistrés ont 30 jours pour déclaration auprès de leur compagnie d'assurance.*

*Le Maire, Christian GHINAMO  
et L'équipe Municipale*



Pour tout renseignement, contact en Mairie au 04.94.80.60.26.

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Toulon, le 3 mai 2023

### CATASTROPHE NATURELLE

103 communes du Var reconnues en état de catastrophe naturelle

Par arrêté du 3 avril 2023, 103 communes du département sont reconnues en état de catastrophe naturelle pour mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols durant l'année 2022.

L'arrêté a été publié au journal officiel mercredi 3 mai. À partir de cette date, les habitants de ces communes disposent d'un délai de 30 jours pour déclarer le sinistre à leur compagnie d'assurance.

ADNETS-EN-TRAILLÈS	CASTELLER (E)	DARFOUR	FOURÉJOL	MILLIANS
AIX-EN-VAL	COLLEBAU	FINASSERES	FOURÉJOLS	SOULIGNY-SUR-ORGE-ET-ANGES
AMUS	CHATEAUVERT	GORBARON	FRADET (E)	SEYNE-SUR-MER (E)
ANTIGNOS-DU-VERDON	CHAVRES	HIERES	FRATT-VILLE	SEYNE-SUR-MER (E)
ARTIGUES	COMPS-SUR-ARTURE	INDRES	GRASSE	SOLLES-PONT
AUPS	COMTEAC	IRYONS (E)	REVEST-LES-EAUX (E)	SOLLES-TOUCAZ
BAGNOLETTES	CRANVILLE	MEDONNES-MONTREUX	LEANS	SOLLES-VILLE
BALGONNIN	CUBES	MOISSAC-BELLEVUE	ESCLARON	TARDEAU
BASTIDE (E)	DRAGUIGNAN	MOLEBAU	BOQUE-ESCLARON (E)	TAUVENES
BELDONNAC-DU-VERDON	ENTRECASTRAUX	MONTAUBAN	BOQUE-ESCLARON (E)	THERONET (E)
BELVÈGE	ESPARON	POINT-FERRAI	BOQUE-ESCLARON (E)	TIGAUD
BELVÈGE (E)	COLLOMBIERES	MONTFORT-SUR-ANGES	BOULGERS	TOUMETTES
BELVÈGE (E)	FRANCOIS (E)	MONTMAYAN	SANT-AMOND-DU-VAR	TOUTOUBA
BREMON	SAVIGNY	MOYR (E)	SANT-JEAN	TROUVES
BRIENNON	ROANNEZ	PIETTES	SANT-HIPPOLYTE-SUR-VAUPE	TRANCON-FRANCE
BREIL-AUBAC	SAVIGNY-SUR-ROULE	SAVIGNY-SUR-ROULE	SANT-PAUL-EN-JOYE	VAL (E)
CABASSE	FLAYOSC	MEULES	SANT-RAPHAEL	VALLETTE-DU-VAR (E)
CALAT	FORCALQUIERET	OLIBES	SANT-THOMAS	VARAGES
CALLAN	FRÈRES	OLLOULES	SANT-ANASTASE-ET-ESSE	VIEVREBAU
CAMPUS-SOURCE	GRASSE (E)	PERRETEL-DU-VAR	SARRENS	VIGORAN
		RENAUD-ET-LENTHE-BOUVE	SANT-PIERRE	VILLEGROSSE

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER

#### Arrêté du 3 avril 2023 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

NOR : IOME2308745A

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics,

Vu le code des assurances, notamment ses articles L. 122-7, L. 125-1 à L. 125-6, D. 125-1 à D. 125-6 et A. 125-1 et suivants ;

Vu les avis rendus le 28 mars 2023 par la commission interministérielle instituée par les articles L. 125-1-1 II et D. 125-3 et suivants du code des assurances,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – En application du code des assurances, les demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ont été examinées pour les dommages causés par les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Les communes faisant l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle sont recensées en annexe du présent arrêté, pour le phénomène et aux périodes indiqués.

**Art. 2.** – L'état de catastrophe naturelle constaté par arrêté peut ouvrir droit à la garantie des assurés contre les effets des catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet des contrats d'assurance visés au code des assurances, lorsque les dommages matériels directs qui en résultent ont eu pour cause déterminante l'effet de cet agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

En outre, si l'assuré est couvert par un contrat visé au code des assurances, l'état de catastrophe naturelle constaté peut ouvrir droit à la garantie précitée, dans les conditions prévues au contrat d'assurance correspondant.

**Art. 3.** – La franchise applicable est modulée pour les biens assurés par les collectivités territoriales ou par leurs groupements dans les communes non dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet du présent arrêté.

Elle est modulée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des cinq années précédant la date de signature du présent arrêté dans les conditions prévues par l'article D. 125-5-9 du code des assurances.

Le nombre de ces constatations figure dans l'annexe. Il prend en compte non seulement les constatations antérieures prises pour un même risque, mais aussi la présente constatation.

**Art. 4.** – La décision des ministres peut faire l'objet d'un recours administratif dans les conditions et les délais prévus par les articles L. 411-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration et l'article D. 125-1-2 du code des assurances. Elle peut également être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétent par les communes ayant sollicité la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, dans un délai de deux mois courant à compter de la notification de la décision des ministres par le représentant de l'Etat dans le département, et par les autres personnes intéressées, dans un délai de deux mois courant à compter de la publication du présent arrêté.

Les documents administratifs préparatoires aux décisions de reconnaissance ou de non reconnaissance d'une commune en état de catastrophe naturelle, notamment les rapports d'expertise, sont communicables sur demande auprès du service déconcentré de l'Etat dans le département en charge de l'instruction des demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle dans les conditions prévues par l'article D. 125-1-1 du code des assurances.

Les communes qui ont déposé leur demande de reconnaissance de manière dématérialisée peuvent également accéder directement à l'ensemble des documents administratifs préparatoires en consultant leur demande dans l'application informatique iCatNat (<https://icatnat.interieur.gouv.fr>).

**Art. 5.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 3 avril 2023.

*Le ministre de l'intérieur  
et des outre-mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de la sécurité civile  
et de la gestion des crises,*

A. THIRION

*Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur des assurances  
de la direction générale du Trésor,*

M. LANDAIS

*Le ministre délégué auprès du ministre  
de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle  
et numérique, chargé des comptes publics,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur  
de la 5<sup>e</sup> sous-direction  
de la direction du budget,*

P. CHAVY

## ANNEXE

## COMMUNES RECONNUES EN ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE

Département	Commune	Phénomène naturel	Date de début de la période de reconnaissance	Date de fin de la période de reconnaissance	Nombre de reconnaissances au cours des 5 dernières années hors PPRN (article 3 de l'arrêté)	Motivations de la décision
Var	Draguignan	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2022	30/09/2022	3	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Entrecasteaux	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	31/12/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Esparron	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	30/09/2022	1	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Farlède (La)	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	30/06/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Fayence	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	31/12/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Figanières	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2022	30/09/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Flassans-sur-Issole	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	30/09/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Flayosc	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	30/09/2022	3	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Forcalqueiret	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	30/09/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire n°INTE1911312C du 10.05.2019 sont réunis.
Var	Fréjus	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2022	31/12/2022	2	L'intensité anormale du phénomène est analysée au regard des données géotechniques et météorologiques. Les critères météorologiques et géotechniques fixés par la circulaire